

La fermeture des trésoreries mobilise les syndicats

Une mobilisation intersyndicale nationale tente d'infléchir la réorganisation des Finances publiques. Dans le Bas-Rhin, 22 trésoreries vont fermer et le redéploiement annoncé inquiète les syndicats qui dénoncent un « enfumage » et espèrent rallier les élus et les usagers.

MYRIAM AIT-SIDHOUM

10/07/2019 à 05:00
Vu 59 fois



La réorganisation des services de la DGFIP (Direction

régionale des finances publiques) inquiète les syndicats. Dans le Bas-Rhin, ils ont analysé les cartes pensées par l'administration. Aujourd'hui, il y a 22 trésoreries hors Strasbourg, 10 services des impôts des particuliers (SIP), 7 services des impôts des entreprises (SIE). Après la réforme, les 22 trésoreries auront été remplacées par trois services de gestion comptable. Il y aura quatre services SIP à Saverne, Strasbourg, Sélestat et Wissembourg (spécialisé pour les frontaliers), et trois services SIE à Haguenau, Strasbourg et Molsheim. La réorganisation va peser sur les agents, sur les usagers et sur les collectivités locales, alerte l'intersyndicale.

« C'est un enfumage, il n'y a pas de création de nouveaux services prévus »

Sur les 1 500 agents bas-rhinois, 600 devraient être concernés soit par une mobilité forcée, soit par un changement de métier, chaque lieu étant spécialisé. Des suppressions de postes sont par ailleurs attendues, les syndicats estiment qu'entre 180 et 225 agents partis à la retraite ne seront pas remplacés d'ici à la fin de la réforme en 2022. Les usagers seront, eux, plus directement concernés par le redéploiement de l'accueil. L'administration fait valoir la multiplication des points de contact, plus nombreux.

« C'est un enfumage, il n'y a pas de création de nouveaux services prévus et surtout il n'y aura pas d'agents DGFIP sur place », objecte José Pereira. D'après le projet, ces points de contact seront déployés dans 19 communes, par exemple dans les mairies ou les futures maisons « France service », les modalités restent à préciser avec les maires. Dans ces lieux il devrait y avoir une personne employée par les collectivités, chargée de la CAF, des impôts... En quelque sorte un point relais pour éventuellement prendre un rendez-vous ou transmettre une question. « Il n'y aura pas de réponses possibles à des questions fiscales », préviennent les syndicats.

Pour les collectivités, ce sera un transfert de charge et celles qui sont concernées par une implantation actuellement vont perdre les loyers perçus, font-ils également valoir. Pour eux, l'accueil sur rendez-vous qui semble privilégié n'est pas non plus une solution : « Il n'y a qu'à voir l'exemple de la CAF, il faut plusieurs mois pour obtenir un rendez-vous », pointe Christine Helstroffer.

Des élus locaux ont déjà marqué leur désapprobation

La concertation ouverte ces trois prochains mois n'en est pas une, ajoutent les syndicats, puisque les modifications ne seront possibles qu'à la marge. Ces dernières années, les horaires d'accueil ont déjà été réduits, des lieux fermés. La réorganisation des finances publiques a en effet connu une première phase, qui s'est accompagnée de la suppression de près de 300 postes en dix ans. La nouvelle phase qui s'ouvre est jugée brutale : « La direction a passé un nouveau cap. C'est nouveau par la brutalité, l'ampleur. Les agents ont été heurtés par ces annonces, on ne s'attendait pas à ça. » Les élus locaux, qui vont être partie prenante dans la réorganisation, ont pour certains déjà marqué leur désaccord avec la réforme : **une motion contre le projet a été votée par le conseil municipal de Haguenau le 27 juin dernier.**